

CONTEXTE NATIONAL (Score-Santé : mise à jour Juillet 2007)

Début 2005, la France compte 48 millions d'habitants de 15 ans ou plus dont 27,4 millions de personnes qui exercent une activité professionnelle ou sont à la recherche d'un emploi (Enquête Emploi de l'Insee 2005). Le taux d'activité (nombre d'actifs, occupés ou non, rapportés à la population totale) s'élève à 69,1 % pour les 15-64 ans. Depuis les années soixante, le fait marquant a été la forte augmentation de l'activité féminine (le taux s'élève actuellement à 63,8 % et à 74,5 % pour les hommes), tendance qui devrait se poursuivre dans les années à venir. Cette évolution s'est accompagnée d'un recours plus important à l'activité à temps partiel (30,8 % des femmes travaillent à temps partiel en 2005, pour 5,7 % des hommes).

En dehors de la féminisation des actifs, une autre grande tendance a été le raccourcissement de la durée de vie en activité professionnelle. Il est lié à l'allongement de la scolarité et aux départs en retraite et préretraite en augmentation. Cette tendance s'infléchit actuellement : la durée de la scolarité se stabilise et une politique de recul de l'âge à la retraite et de suppression des systèmes de préretraite doit amener les seniors à rester actifs plus longtemps. Cette politique, impulsée à une échelle européenne par le sommet de Lisbonne de 2000, amplifie la tendance à un vieillissement des actifs (plus de 10 % des actifs ont 55 ans ou plus en 2005, contre moins de 7 % en 1999).

Le taux de chômage défini selon le Bureau international du travail (BIT) s'est élevé à 9,8 % en 2005 selon la dernière enquête emploi de l'INSEE. Si ce pourcentage reste nettement supérieur à celui des années quatre-vingt (8,1 % en 1982), il a baissé par rapport à l'année précédente (9,9 % en 2004). Il a continué toutefois d'augmenter pour les ouvriers (passant de 12,3 % à 12,5 %). Tandis que la part des chômeurs de longue durée a augmenté à nouveau (42,5 % contre 41,8 % en 2004).

En 2005, le chômage touche toujours plus les femmes (10,8 % contre 9,0 % pour les hommes), les jeunes (17,3 % des 15-29 ans), les personnes peu ou pas diplômées (15 % des personnes sans diplôme) et les ouvriers (12,5 %).

En mai 2007, pour la première fois depuis 1983, le nombre de chômeurs est passé sous la barre des deux millions pour la France au sens du BIT, soit un taux de 8,1 % par rapport à l'ensemble des actifs. Toutefois, ce taux de chômage reste provisoire du fait du report à l'automne du calage sur l'enquête emploi de l'Insee.

La tendance à une tertiairisation de l'économie se poursuit, les services créent toujours des emplois alors que les industries manufacturières continuent à en perdre (-60 000 en 2004 et 2005), comme l'agriculture (-40 000). Si le nombre global d'emplois en contrat à durée indéterminée reste stable en 2005, on observe un développement de l'intérim et dans une moindre mesure des contrats à durée déterminée. L'emploi à temps partiel et le sous-emploi (temps partiel subi) ont eux aussi augmenté en 2005 (respectivement +167 000 et +40 000).

Selon les données d'Eurostat (cf. le site Internet de l'Insee), on estime en 2006 à plus de 18 millions le nombre de chômeurs dans l'Union européenne des 27, ce qui correspond à un taux de chômage de 7,9 %. La France se situe en 4^e position des pays les plus touchés par le chômage, derrière la Pologne, la Slovaquie et la Grèce. Dans 21 pays de l'Union européenne, le chômage féminin est plus élevé que celui des hommes. La différence est particulièrement marquée en Grèce (avec un écart de 9,2 points) et en Espagne (écart de 5,2 points). En termes de chômage féminin, la France se situe au 6^e rang des régions les plus touchées.

Si ces indicateurs laissent à penser que la situation française est moins favorable que celle d'autres pays d'Europe occidentale, une analyse statistique multivariée amène l'Insee à classer la France dans le groupe des pays qualifiés de « bons élèves de l'Europe ». Cette classification est réalisée sur la base d'une série d'indicateurs intégrant les taux de chômage, les taux d'emploi par âge, la part des contrats à durée déterminée dans l'emploi... (cf. Bibliographie page 4).

SITUATION EN BASSE-NORMANDIE : FAITS MARQUANTS

- 17^{ème} région en population et en terme de croissance du PIB.
- Une population qui vieillit avec des jeunes qui émigrent principalement en Ile de France.
- La création d'entreprises en Basse-Normandie a retrouvé un certain dynamisme avec 5 880 entreprises de créées en 2006.

La Population en Basse-Normandie : 17^{ème} région sur 22

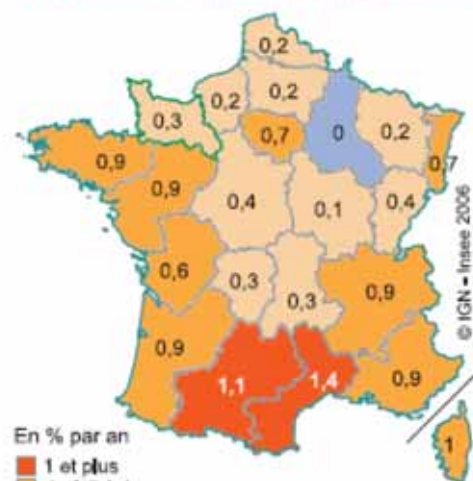
La population bas-normande est estimée au 1^{er} janvier 2006 à 1 449 000 habitants : 17^{ème} région sur 22 régions métropolitaines entre la Bourgogne 1 624 000) et la Champagne-Ardenne (1 339 000).

La croissance démographique en Basse-Normandie a été moins rapide qu'au niveau national : 0,3% contre 0,6% entre 1999 et 2006.

Elle est inférieure à celle des Pays-de-la-Loire et de la Bretagne (respectivement 0,9% et 0,8%).

Information plus complète à l'adresse suivante :
http://www.insee.fr/fr/insee_regions/basse-normandie/publi/165.pdf

Évolution des populations régionales
Taux d'évolution annuel moyen 1999-2006



En % par an
■ 1 et plus
■ de 0,5 à 1
■ de 0 à 0,5
■ Moins de 0

Moyenne France métropolitaine 0,6 %

Source : Insee, recensement de 1999, estimations de population au 1^{er} janvier 2006

LE CONTEXTE GEOGRAPHIQUE ET ECONOMIQUE

La population en Basse-Normandie et dans ses 3 départements au 1er janvier 2005

	Population		Evolution de la population	
	1999	2005	Effectif	% annuel
Calvados	647 951	664 080	+ 16 129	+ 0.4
Manche	484 466	488 684	+ 7 218	+ 0.2
Orne	292 530	292 968	+ 438	+ 0.0
Basse-Normandie	1 424 947	1 445 732	+20 785	+0.3

Source : INSEE, recensement de 1999, estimation de la population au 1er janvier 2005

Près de 50% de Calvadosiens

En Basse-Normandie, près de la moitié de la population vit dans le Calvados (46%). C'est le département de l'Orne qui est le moins peuplé et qui attire le moins. Les trois départements bas-normands n'évoluent pas de la même manière.

Le Calvados est le département qui attire le plus de personnes entre 1999 et 2005 (+ 16 129).

La population de la Basse-Normandie a augmenté de 1,5% entre 1999 et 2005.

Une population bas-normande âgée

La population française est plus jeune que la population bas-normande et les actifs plus nombreux en France.

La population âgée de 60 ans et plus représente 20,6% du total en France contre 22,4% en Basse-Normandie, soit 8,7% de plus.

Répartition de la population par tranche d'âges au 1er janvier 2005

	Basse-Normandie		France entière	
	Nombre	%	Nombre	%
Moins de 20 ans	359 747	24.9%	15 775 450	25.2%
De 20 ans à 59 ans	762 444	52.7%	33 972 282	54.2%
60 ans et plus	323 541	22.4%	12 889 864	20.6%
Total	1 445 732	100.0%	62 637 596	100.0%

Source : Insee, évaluation provisoire basée sur les résultats des recensements de 2004, 2005 et 2006.

Exploitation ORS

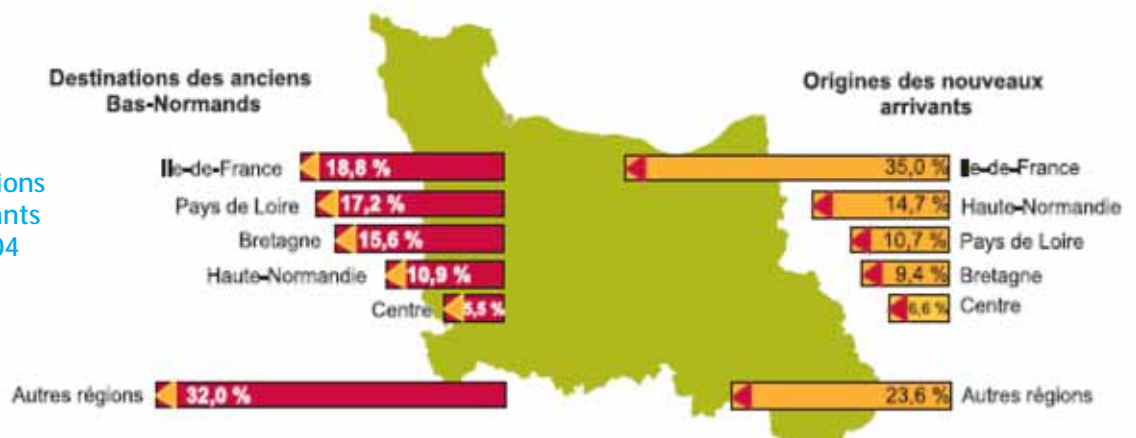
Précisions : Entre 1975 et 1999, les estimations de population réalisées par l'Insee s'appuient sur les résultats des différents recensements. Ces données dites «rétropolées» ne devraient pas être modifiées dans le futur.

A partir de 2000, les estimations sont révisées chaque année, au mois de janvier, pour prendre en compte les résultats des nouvelles enquêtes annuelles de recensement. (Précisions sur le site de l'INSEE : www.insee.fr)

Les jeunes partent en Ile-de-France et les seniors franciliens arrivent en Basse-Normandie

L'Ile de France et les Les Pays de la Loire sont les deux régions les plus attractives pour les jeunes bas-normands. Les départs nombreux et les faibles arrivées de jeunes dans notre région placent la Basse-Normandie à la première place des régions françaises pour l'importance du déficit migratoire interrégional des jeunes de 20 à 29 ans. (INSEE : Cent pour Cent N°165, janvier 2007)

Origines et destinations des nouveaux migrants entre 1999 et 2004



Source : INSEE, recensements de la population et enquêtes annuelles de recensement 1999 et 2004

17^{ème} région en terme de croissance du PIB

L'économie bas-normande reste marquée par une forte présence du secteur primaire : l'agriculture y exploite 78% du territoire (1^{ère} région française) et le secteur représente 7% des actifs bas-normands (4^{ème} région française).

L'agroalimentaire, et notamment la filière lait, constitue le premier secteur industriel bas-normand (20 500 personnes soit 1 emploi industriel sur 5).

La mer constitue également une ressource majeure (1^{ère} région de France productrice en conchyliculture : 21% de la production nationale pour les huîtres et 25 % de la production nationale pour les moules en 2003).

L'industrie demeure toutefois très présente (19% des actifs) et la Région s'appuie sur des filières historiquement établies sur le territoire : automobile, métallurgie, électronique et mécanique.

Pour autant, la valeur ajoutée produite par le tissu économique reste à conforter.

La Basse-Normandie est la 17^{ème} région française en termes de croissance du PIB et l'avant-dernière région en termes de PIB/emploi (54 000 euros) ; 8 500 emplois industriels ont disparu entre 2001 et 2003 (- 8%), certes compensés pour partie par des créations d'emplois dans les services, le commerce et l'artisanat, mais selon un rythme moindre qu'à l'échelle nationale. (Source : Schéma Régional de Développement Économique de Basse-Normandie - Conseil Régional de Basse-Normandie)

Un taux de chômage toujours inférieur à celui de la France

Le taux de chômage de la Basse-Normandie évolue quasi parallèlement au taux français avec une baisse régulière jusqu'en 2000 pour marquer une certaine reprise puis une stabilisation.

Le taux de chômage bas-normand est passé de 10,4 % en 1995 à 9,4 % en 2005. C'est en 2002 que celui-ci s'est le plus rapproché du taux français (respectivement 8,6 et 8,8).

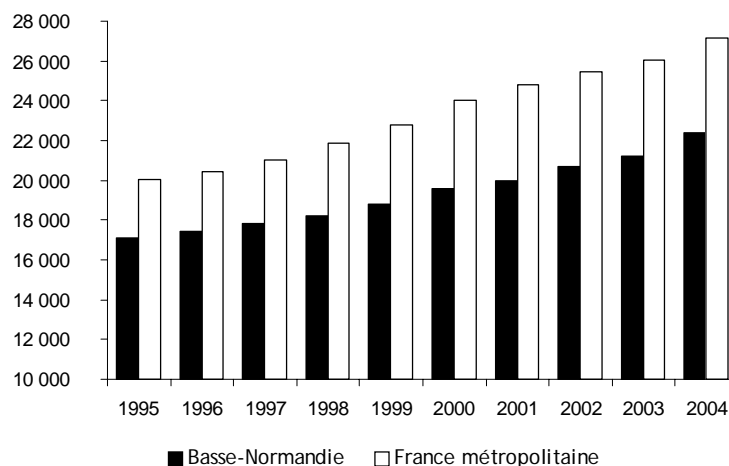
Fin 2004, le taux de chômage se situe au 12^{ème} rang des régions françaises. Les jeunes sont particulièrement exposés au chômage dans la région, ce qui les pousse à émigrer hors de la région (voir page précédente).

En terme de revenus, la Basse-Normandie fait partie des régions où les salariés ont les plus bas salaires.

2006 : 5 880 entreprises créées

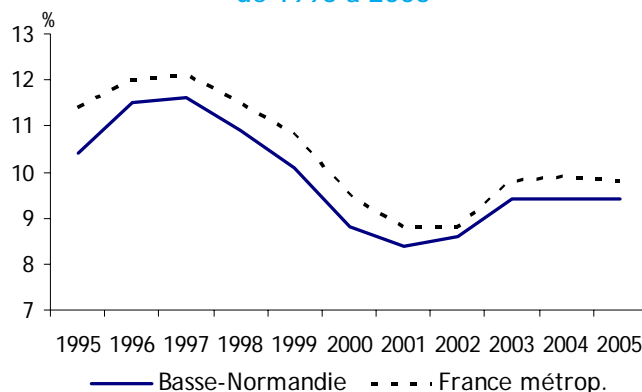
En 2006, 5 880 entreprises ont été créées en Basse-Normandie. Le nombre de créations est en hausse par rapport à 2005 (+ 5,9%). Il représente 11,7% du nombre des entreprises qui existaient au 1er janvier 2006. Ce taux de création reste légèrement au dessous de la moyenne nationale (12,1%).

Evolution du PIB par habitant en euro en Basse-Normandie et en France en conformité avec le Système Européen des Comptes 1995 (SEC95)



Source : INSEE

Evolution des taux de chômage en % en Basse-Normandie et en France métropolitaine de 1995 à 2005



Source : INSEE - déf. BIT

Exploitation ORS

Taux de création d'entreprises par activité en Basse-Normandie et en France en 2006

(rapporté au nombre d'entreprises en %)

	Basse-Normandie	France entière
Industrie	9	8,3
Construction	11,1	14,6
Commerce et réparation	12,8	12,7
Services	11,9	11,9
TOTAL	11,7	12,1

Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements
Exploitation ORS

Précisions : Le PIB mesure la richesse produite par l'ensemble de l'économie. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes augmentée des impôts grevant les produits (TVA, droits de douane, taxes spécifiques) moins les subventions sur les produits. Les produits intérieurs bruts régionaux résultent de la répartition par région du PIB national en fonction des évaluations régionales de la valeur ajoutée. La valeur ajoutée brute est égale à la production moins les consommations intermédiaires. Le PIB par habitant n'est pas disponible pour chaque DOM certaines années, mais l'INSEE fournit une valeur globale pour l'ensemble des quatre DOM ce qui permet d'avoir le PIB par habitant pour la France entière.

La Basse-Normandie entre villes et Campagnes INSEE - 2005

La Basse-Normandie figure parmi les régions françaises les plus rurales, plus du tiers de sa population vivant dans l'espace à dominante rurale. L'image d'Épinal du bocage bas-normand est toutefois en pleine mutation.

En dehors des trois agglomérations de Caen, Cherbourg et Alençon, l'espace régional bas-normand est organisé autour de 74 bourgs ou petites villes formant, avec les communes qui les entourent, autant de bassins de vie permettant à la population qui y réside de satisfaire la plupart de ses besoins en termes de services courants et d'emplois.

Rassemblant, en 1999, 70% des habitants et 65% des emplois régionaux, les bassins de vie bas-normands jouent un rôle prépondérant dans l'aménagement du territoire et le développement économique de notre région.

Avec seulement 17% des emplois, l'agriculture et l'agroalimentaire perdent du terrain. L'industrie (30% des emplois) et plus encore le secteur tertiaire (53% des emplois) sont devenus les activités principales de ces bassins.

Au moment de la promulgation de la loi relative au développement des territoires ruraux visant à adapter les modes d'intervention de l'État aux évolutions profondes que connaît le monde rural, cette étude apporte de très riches enseignements quant à l'organisation du territoire bas-normand en dehors des grands centres urbains.

Ce travail est d'autant plus intéressant qu'il permet de réaliser des comparaisons avec les autres régions françaises et l'ensemble de la France. En effet, il s'agit d'une déclinaison au niveau régional d'une étude nationale pilotée par l'INSEE, à la demande du Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire du 13 décembre 2002, qui a donné lieu à la publication d'un rapport intitulé "Structuration de l'espace rural : une approche par les bassins de vie", en juillet 2003.

Les résultats de cette réflexion s'inscrivent tout naturellement dans la stratégie régionale adoptée pour la gestion des fonds européens, dont une priorité vise à favoriser une cohésion sociale et territoriale équilibrée.

Fruit d'un partenariat entre différents services de l'État en région Basse-Normandie (Secrétariat Général pour les Affaires Régionales, Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt et Direction Régionale de l'Équipement), animé par l'INSEE, ce dossier constitue un document de référence pour tous les acteurs (services déconcentrés de l'État, collectivités territoriales...) intervenant dans le domaine du développement et de l'aménagement du territoire régional et contribuant à la dynamisation des territoires ruraux.

La Totalité de cette étude est disponible (version pdf) sur le site de l'Insee à l'adresse suivante :
http://www.insee.fr/fr/insee_regions/basse-normandie/publi/rural.htm

Bibliographie du Contexte National

- 1- ATTAL-TOUBERT (K.), LAVERGNE (H.), Premiers résultats de l'enquête sur l'emploi 2005, Insee Première, 2007, 1070 : 1-4
- 2 - AFSA ESSAFI (C.), BUFFETEAU (S.), L'activité féminine en France : quelles évolutions récentes, quelles tendances pour l'avenir ?, Economie et statistique, 2006, 398-399 : 85-97
- 3 - DURIER (S.), Les progrès de la scolarisation des jeunes de 1985 à 2003 in Données sociales - La société Française édition 2006, INSEE, Paris 2006, 670 p.
- 4 - MARCHAND (O.), Enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2006. Les taux d'emploi vont de 56,9 % en Languedoc-Roussillon à 66,8 % dans les Pays de la Loire, Insee Première, 2007, 1117 : 1-4
- 5 - COLIN (C.), Emploi et chômage en Europe in Données sociales - La société française édition 2006, Insee, Paris 2006, 670 p.